

Chiffres définitifs de l'APD française en 2005 - Prévisions pour 2006 et 2007

Sommaire

1. A l'échelle mondiale, un record historique, mais très conjoncturel
2. La France dépasse ses engagements, mais est rattrapée par le Royaume-Uni et l'Allemagne
3. Le changement de composition de l'aide française
4. Les allocations géographiques de l'aide bilatérale reflètent l'évolution de sa composition
5. Estimations pour 2006 et prévisions pour 2007

Annexes

A l'occasion de la récente publication des chiffres officiels de l'APD 2005 par l'OCDE, les Notes du Jeudi formulent quelques faits saillants concernant les chiffres de l'aide française et mondiale.



Le CAD (Comité d'Aide au Développement) de l'OCDE n'a diffusé que tardivement, fin 2006, les chiffres définitifs de l'aide publique au développement (APD) de 2005, sur la base des déclarations faites par les membres. Dans un contexte mondial 2005 très particulier, ces chiffres illustrent la profonde modification de l'aide française depuis le milieu des années 1990.

1. A L'ÉCHELLE MONDIALE, UN RECORD HISTORIQUE, MAIS TRÈS CONJONCTUREL

L'année 2005 était annoncée comme l'"année du développement", et cela se révèle exact a posteriori, du moins en termes de déclaration d'APD. Selon le CAD, l'APD mondiale a progressé très fortement (+32% en termes réels) par rapport à 2004, atteignant un nouveau record en dollars courants avec **106,8 G\$** (milliards de dollars), soit le double du point bas historique atteint en 1997 (voir annexe 1). Le taux d'effort moyen des membres du CAD s'est établi à 0,33% du revenu national brut (RNB), contre seulement 0,26% en 2004. Ce taux d'effort a ainsi retrouvé le niveau moyen observé au cours des années 1980, et jusqu'en 1992.

La composition de l'aide en 2005 est toutefois fort différente de celle des années 1980, au point que son mode de comptabilisation est désormais ouvertement questionné (cf Note du jeudi n°48). Comme le souligne le CAD, la progression spectaculaire en 2005 est en grande partie liée à l'explosion des **annulations de dette**, dont le volume a été quintuplé d'une année sur l'autre, en raison des premières déclarations des remises accordées à l'**Irak** et au **Nigéria**. Le CAD accompagne sa publication d'un tableau des données hors annulations de dettes, où l'augmentation de l'APD n'apparaît plus qu'à hauteur de **9,7%** en termes réels.

Sous-direction de la stratégie,
des questions européennes et multilatérales
Note rédigée conjointement
par Annie FAVEREAU
Bureau du pilotage de l'aide
Tél : 01 53 69 42 37
annie.favereau@diplomatie.gouv.fr
et Hubert DE MILLY
Sous-directeur adjoint
Tél : 01 53 69 34 96
hubert.de-milly@diplomatie.gouv.fr

Cette augmentation, malgré tout substantielle, repose en partie sur l'accroissement de l'aide humanitaire (+8,7%). De ce point de vue, 2005 a aussi été "l'année du Tsunami", en termes d'APD (2,2 milliards de dollars décaissés en 2005). Quant aux programmes de développement, leur augmentation en 2005 concerne essentiellement l'Irak et l'Afghanistan.

Au total, hors annulations de dettes, hors aide humanitaire, et hors programmes en Irak et en Afghanistan, l'APD mondiale n'augmente que légèrement en 2005 (+2,9%). Elle reste approximativement à son niveau de l'année 2000, en termes réels, autour de **60 G\$**. La part à destination de l'Afrique sub-saharienne stagne autour de **15 G\$** (-1,2% en 2005).

Du fait de la croissance des annulations de dette, qui sont bilatérales, la part de l'aide multilatérale apparaît faible, à

23,1% de l'APD 2005, proportion la plus faible depuis 1973.

Le CAD souligne que l'APD mondiale se tassera légèrement en 2006 et en 2007, repassant sous les barres des 100 G\$ et des 0,30 % des RNB, malgré le maintien en 2006 de niveaux de remise de dette exceptionnellement élevés, permettant à la plupart des donateurs de respecter leurs engagements.

A partir de 2008, la croissance de l'aide devrait reprendre, en prolongeant la courbe observée de 2001 à 2004, les années 2005 et 2006 constituant deux années "anormales" liées aux événements Irak et Nigeria. L'essentiel de la croissance reposera alors sur les efforts **budgétaires** des pays membres du CAD.

2. LA FRANCE DÉPASSE SES ENGAGEMENTS, MAIS EST RATTRAPÉE PAR LE ROYAUME-UNI ET L'ALLEMAGNE

L'APD française s'est établie à 8 123 M€ (millions d'euros) en 2005, soit une progression de 19 % par rapport à 2004, après des hausses de 10 % et 6 % les années précédentes. Traduits en dollars par le CAD, l'aide française **a franchi en 2005 le seuil des 10 G\$** (10 026 M\$ exactement).

Son taux d'effort s'est élevé à **0,47%** du RNB, contre 0,41% en 2004. Ce taux est nettement supérieur à l'objectif fixé par

le CICID, qui était de 0,44% ("en route" vers 0,50% en 2007).

En valeur absolue, la France abandonne au Royaume-Uni sa 3e place au classement des pays du CAD, et se voit également dépassée de justesse par l'Allemagne. En termes d'effort, elle reste au premier rang des pays du G7, mais elle est rattrapée par le Royaume Uni, qui atteint le même niveau de 0,47%.

	APD 2005	Rang CAD	Variation 2005/2004	hors annulation de dettes	% RNB (avec ann. dette)	Rang CAD	Rang G7
Etats Unis	27 622 M\$	1 ^{er}	+36,5%	+17,0%	0,22	20 ^e	7 ^e
Japon	13 147 M\$	2 ^e	+51,7%	+12,7%	0,28	16 ^e	6 ^e
Royaume Uni	10 767 M\$	3 ^e	+35,0%	+0,9%	0,47	9 ^e	2 ^e
Allemagne	10 082 M\$	4 ^e	+32,9%	-5,5%	0,36	13 ^e	3 ^e
France	10 026 M\$	5 ^e	+16,8%	-0,7%	0,47	8 ^e	1 ^{er}

Hors annulations de dettes, l'APD française n'augmente pas en 2005 (-0,7%), l'APD britannique augmente à peine (+0,9%), et l'aide allemande recule nettement (-5,5%).

La croissance de l'aide américaine est essentiellement liée à l'Irak et à l'Afghanistan, mais ses décaissements en Afrique augmentent aussi sensiblement (Soudan et Ethiopie surtout).

3. LE CHANGEMENT DE COMPOSITION L'AIDE FRANÇAISE

Evolution de l'aide française de 1993 2005 :

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Montants millions €	6625	7020	6446	5 834	5 482	5 014	5 181	4 454	4 688	5 821	6 420	6 820	8 123
APD/RNB	0,60%	0,62 %	0,55%	0,47 %	0,43%	0,38%	0,37%	0,30%	0,31%	0,37%	0,40%	0,41%	0,47%

Dans une perspective historique, la France poursuit la sortie du "creux de la vague" de 2000 et 2001. Son ratio APD/RNB, en incluant les annulations de dette, retrouve le niveau

enregistré en 1996, mais est encore loin de celui de 1993 et 1994.

Evolution des différentes composantes de l'APD française depuis 10 ans :

(en millions €)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Aide bilatérale	4 479	4 127	3 626	3 763	3 069	2 899	3 836	4 614	4 484	5 825
dont allègements de dettes	772	974	630	790	520	470	1 137	1 842	1 411	2 814
dont écolages	309	310	322	339	365	451	547	640	736	767
dont aide aux réfugiés	62	50	72	147	160	226	261	394	438	470
Aide bilatérale hors allègements de dette	3 707	3 153	2 996	2 973	2 549	2 429	2 699	2 772	3 073	3 011
Aide bilatérale hors dette, écolages et réfugiés (« hder »)	3 336	2 793	2 602	2 487	2 024	1 752	1 891	1 738	1 899	1 774

Aide multilatérale	1 355	1 355	1 389	1 419	1 385	1 789	1 985	1 805	2 336	2 298
Aide multi en % de l'APD	23,2%	24,7%	27,7%	27,4%	31,1%	38,2%	34,1%	28,1%	34,2%	28,3%
dont aide européenne	659	784	703	750	859	1 165	1 365	1 160	1 500	1 477
dont NU et banques devt	696	570	686	669	526	624	621	645	836	821

Aide totale	5 834	5 482	5 015	5 182	4 454	4 688	5 821	6 419	6 820	8 123
Aide totale « hder »	4 691	4 148	3 991	3 906	3 409	3 541	3 876	3 543	4 235	4 072
Total "hder" / total APD	80,4%	76,3%	79,6%	75,4%	76,5%	75,5%	66,6%	55,2%	62,1%	50,1%
Multilatéral / total « hder »	28,9%	32,7%	34,8%	36,3%	40,6%	50,5%	51,2%	50,9%	55,2%	56,4%

Contrairement à 2004, la totalité de la croissance de l'APD en 2005 a été bilatérale. La partie multilatérale et communautaire apparaît même en léger retrait par rapport à 2004, malgré la forte croissance de notre participation au fonds SIDA. Ceci est dû à une contribution anormalement élevée au FED en 2004 (retards de versement 2003 régularisés en 2004).

La croissance de l'aide bilatérale a ainsi atteint 30% en 2005. Cette augmentation résulte entièrement du doublement du montant des annulations de dettes (2 814 M€ en 2005 contre 1 411 M€ en 2004). Ces annulations concernent essentiellement le Nigeria (environ 1,1G€), l'Irak (510 M€) et le Congo-Brazzaville, pour qui des **efforts considérables** ont été faits. Hors annulations de dettes, l'aide bilatérale enregistre au contraire une baisse de 2% en euros.

D'autre part, deux composantes de notre aide bilatérale ont poursuivi leur progression en 2005 : +7% pour l'aide aux réfugiés et autant pour les écolages (coûts des étudiants

étrangers en France). L'ensemble des autres composantes de l'aide bilatérale, c'est à dire les actions faisant l'objet d'inscriptions budgétaires programmables (ainsi que le solde net de l'activité de prêts), subit une diminution de 6,6 % en 2005, et représente un montant à peine égal à la moitié de celui de l'année 1996. Il n'y a pas eu d'augmentation de cette aide bilatérale depuis le "creux de la vague" de l'APD française en 2001, même en monnaie courante⁽¹⁾.

La somme des annulations de dette, des écolages et de l'aide aux réfugiés, qui oscillait de 20 à 25 % de l'APD totale (bilatérale + multilatérale) de 1996 à 2001, en représente en 2005 la **moitié** (49,9%). Dans la moitié restante (hors dette, écolages et réfugiés), la part du multilatéral progresse régulièrement, passant de 28,9% en 1996 à **56,4% en 2005**. Et encore ce montant est-il sous estimé, une partie des crédits bilatéraux étant en réalité utilisés à travers des dispositifs multilatéraux de type "fonds fiduciaires".

4. LES ALLOCATIONS GÉOGRAPHIQUES DE L'AIDE BILATÉRALE FRANÇAISE REFLÈTENT L'ÉVOLUTION DE SA COMPOSITION

L'analyse par grandes zones géographiques fait ressortir que le continent africain reste le premier bénéficiaire de l'aide française : il reçoit en 2005 64% de l'aide bilatérale, tous instruments confondus, soit presque la même part qu'en 2004. L'Afrique sub-saharienne concentre 54% de cette aide du fait du poids des annulations de dettes au Nigéria et au Congo.

Dans l'ensemble, seule la part relative du Moyen Orient est fortement modifiée, du fait des annulations de dette consenties à l'Irak.

(1) Il s'agit ici de flux nets, selon les règles du CAD. La variation du solde net de l'activité de prêts au cours de la période peut compenser des variations inverses de l'effort budgétaire.

<i>versements nets 2005 en millions €</i>	montants	%	Rappel 2004
Europe	218,57	3,8%	3,2%
Afrique du Nord	578,62	9,9%	12,4%
Afrique sub-saharienne	3 142,69	54,0%	53,2%
Amérique du Nord et Amérique centrale	112,6	1,9%	3,8%
Amérique du Sud	88,62	1,5%	2,4%
Moyen-Orient	627,58	10,8%	2,7%
Asie du sud et Asie Centrale	128,83	2,2%	2,2%
Extrême Orient	264,39	4,5%	5,0%
1) Océanie	88,19	1,5%	2,1%
APD non affectée	574,51	9,9%	13%
Total des versements bilatéraux	5 824,60	100,0%	100%

En revanche, la répartition par groupes de pays bénéficiaires selon la **tranche de revenus** est **profondément modifiée**, ni le Nigéria, ni le Congo, ni l'Irak, bénéficiaires en 2005 d'allègements ou d'annulations de dette massifs, n'étant des PMA. De plus, plusieurs allègements concernant des PMA en 2004 étaient terminés ou se sont réduits en 2005 (notamment

Madagascar, le Sénégal, le Niger, la Tanzanie). De ce fait, l'aide française aux PMA ne s'est établie qu'à 0,06 % du RNB, contre 0,12% en 2004, loin de l'objectif de 0,15% établi lors de la conférence PMA de Bruxelles en 2001 et réaffirmé par la déclaration de Monterrey en 2002.

<i>versements nets 2005 en millions €</i>	montants	%	Rappel 2004
Pays moins avancés	973,44	16,7%	40,8%
Autres pays à faible revenu	2192,28	37,6%	9,1%
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	1553,35	26,7%	18,2%
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	454,36	7,8%	7,3%
APD non ventilée ou non spécifiée	651,17	11,2%	25,5%
Total des versements bilatéraux	5 824,60	100,0%	100%

L'annexe II liste les trente premiers bénéficiaires de l'APD française en 2005. Ce classement ne comprend pas les TOM (Mayotte et Wallis et Futuna, qui seraient respectivement en 5ème et 18ème position). Ce tableau fait ressortir plusieurs points :

- ↳ les 3 premiers bénéficiaires (Nigéria, Congo, Irak) sont des pays pour lesquels les montants des allègements de dette sont extrêmement importants ;
- ↳ les 10 premiers bénéficiaires concentrent 59 % de l'APD bilatérale. Ce taux de concentration élevé reflète là encore le poids des allègements de dette. Les 30 premiers concentrent les ¾ de l'aide bilatérale ;
- ↳ 21 des 30 premiers bénéficiaires sont sur le continent africain ;

↳ 6 bénéficiaires sont hors ZSP (Irak, Chine, Turquie, Egypte, Serbie, Sri Lanka).

L'annexe III donne les trente premiers bénéficiaires de l'APD française **hors allègements de dette** en 2005. Ce classement ne comprend pas non plus les TOM (Mayotte et Wallis et Futuna seraient respectivement en 2ème et 12ème position). De nombreuses différences apparaissent, surtout en haut de tableau :

- ↳ l'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont en tête de ce classement, ce qui reflète le volume de notre coopération technique (y compris les écolages) avec ces partenaires ;
- ↳ les 10 premiers bénéficiaires représentent encore près de 40 % du total, ce qui reste relativement concentré.

Mais les 30 premiers ne constituent que 60 % de l'aide, ce qui est au contraire le signe d'une certaine dispersion en dehors de la tête du classement ;

- ↳ seulement 16 des 30 premiers sont africains ;
- ↳ 9 sont hors ZSP (Chine, Turquie, Serbie, Sri Lanka, Indonésie, Brésil, Bosnie, Syrie, Pakistan). On note la présence de la Chine à la 4e place et de la Turquie à la 6e : ce sont de "nouveaux pays" pour l'agence française de développement (AFD), où les décaissements liés aux prêts ne sont pas encore compensés par des remboursements de prêts antérieurs.

5. ESTIMATIONS POUR 2006 ET PREVISIONS POUR 2007

En 2006, l'APD française devrait augmenter légèrement, d'environ 200 millions €. Le ratio APD/RNB resterait au même niveau qu'en 2005 soit 0,47% du RNB. Les annulations de dettes resteraient également à un niveau proche de 2005, vers 2,7 G€, avec essentiellement la suite des déclarations concernant le Nigéria et l'Irak. L'accroissement prévisible du multilatéral (fonds SIDA et aide communautaire) est compensé par des remboursements anticipés du FMI (FRPC, voir ci-après).

En 2007, l'APD française augmentera de 860 millions € (+10,3% par rapport à 2005) et le ratio APD/RNB atteindra 0,50%, conformément aux engagements du Président de la République.

L'aide bilatérale connaîtra une progression de 200 M€. La fin de la déclaration de l'annulation de la dette nigérienne sera compensée par le traitement PPTTE de la dette de la RD Congo et le traitement en club de Paris de la Côte d'Ivoire, si des accords sont trouvés dans chacun de ces cas (1,1G€ en jeu en tout).

L'augmentation de l'APD 2007 sera surtout multilatérale avec :

- ↳ la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) qui sera comptabilisée pour un montant négatif en 2006 (-400 M €) et devrait s'élever à 42 M€ en 2007 ;
- ↳ la Facilité pour choc exogènes, prévue à 173 M€ en 2007 ;
- ↳ les versements au Fonds mondial SIDA, budgétés à hauteur de 300 M€ en 2007 (+75 M€) ;
- ↳ les versements aux banques de développement pour la compensation des annulations de dette multilatérale décidées à Gleneagles (environ 50 M€) ;



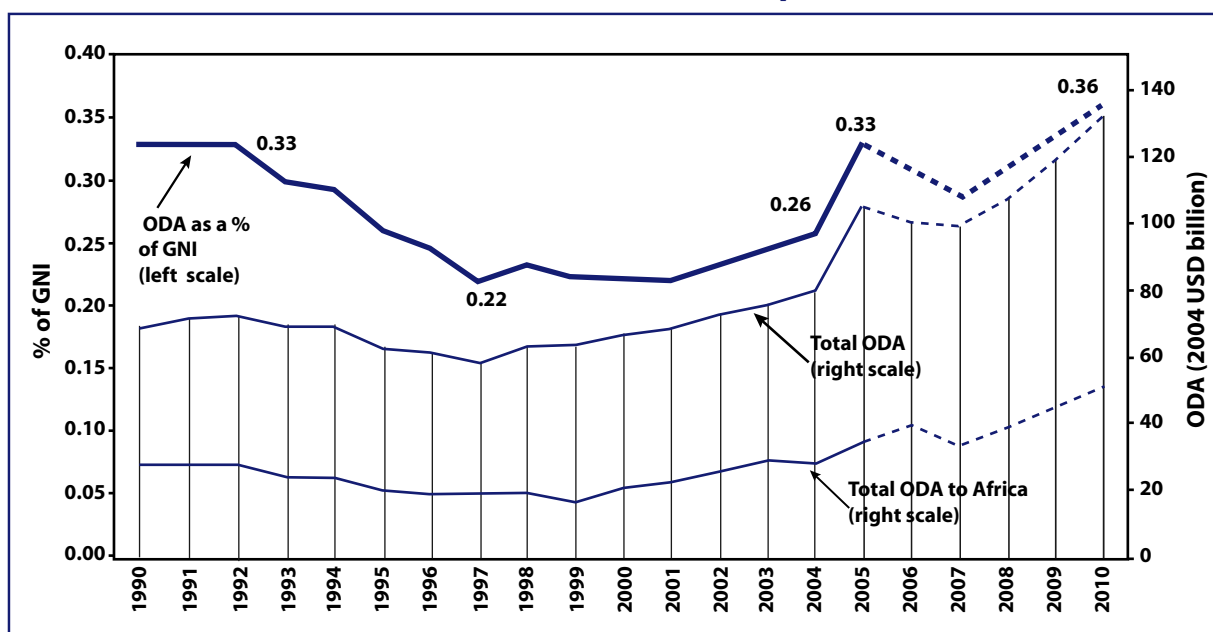
Il y a au total deux tendances qui se confirment très nettement d'année en année dans la composition de l'aide française :

- ↳ Les composantes annulations de dette, écolages et réfugiés se sont accrues spectaculairement. Ensemble, elles constituent **la moitié de l'aide totale** en 2005, contre seulement quelques pour-cents au début des années 1980. Elles expliquent l'essentiel de la reprise de l'aide, depuis le creux historique de 2001.
- ↳ Tout aussi spectaculaire, mais moins connue, est l'inversion progressive des proportions du bilatéral et du multilatéral au sein de l'aide "hors dette, écolages et réfugiés". Cette aide a également progressé en volume, mais essentiellement au profit des canaux multilatéraux et communautaires. Ainsi, malgré des apparences de stabilité sur l'ensemble de notre APD, la partie "pilotable" de l'aide française **est devenue majoritairement multilatérale**, et sa composante bilatérale régresse depuis 2001, en termes réels (et en valeur nette).

Le choix de poursuivre ou non cette double évolution, et le pilotage de ses conséquences (notamment géographiques), sont des enjeux majeurs pour l'aide française, dans l'optique de la poursuite de sa croissance vers l'objectif de 0,7% du RNB en 2012.

ANNEXE I

**APD nette des membres du CAD 1990-2005
et simulations du secrétariat du CAD pour 2006-2010**



ANNEXE II

30 premiers bénéficiaires de l'APD française 2005		
(versements nets 2005 en millions d'euros)		
1	Nigeria	1155,48
2	Congo (Brazzaville).	816,13
3	Irak	511,54
4	Algérie	205,18
5	Maroc	159,00
6	Tunisie	146,70
7	Sénégal	127,30
8	Chine	123,54
9	Turquie	92,19
10	Vietnam	77,89
11	Madagascar	73,39
12	Mali	72,37
13	Congo (Kinshasa)	70,77
14	Haïti	65,94
15	Egypte	64,68
16	Burkina Faso	64,04
17	Niger	56,52
18	Cote d'Ivoire	54,63
19	Liban	46,62
20	Serbie & Montenegro	46,27
21	Mauritanie	38,24
22	Tchad	36,16
23	Benin	34,48
24	Sri Lanka	32,73
25	Ghana	31,50
26	Djibouti	28,43
27	Centrafrique	28,15
28	Guinée	26,09
29	zones admin. palestinienne	24,65
30	Togo	24,57
	Total des 30 premiers	4335,19
	Part des 30 premiers dans l'aide bilatérale totale	74,4%

ANNEXE III

30 premiers bénéficiaires de l'APD française 2005 hors allègement de dette		
(versements nets 2005 en millions d'euros)		
1	Algérie	174,51
2	Maroc.	159,99
3	Tunisie	146,68
4	Chine	123,54
5	Sénégal	108,71
6	Turquie	92,18
7	Vietnam	77,88
8	Congo (Brazzaville)	76,23
9	Madagascar	69,68
10	Haïti	65,31
11	Mali	51,30
12	Burkina Faso	51,15
13	Niger	47,28
14	Liban	46,61
15	Serbie & Montenegro	46,27
16	Congo (Kinshasa)	37,60
17	Mauritanie	36,05
18	Sri Lanka	32,72
19	Tchad	30,31
20	Djibouti	28,38
21	Benin	25,21
22	zones admin. palestinienne	24,65
23	Cambodge	24,23
24	Indonésie	23,57
25	Brésil	23,08
26	Bosnie Herzégovine	22,90
27	Afrique du Sud	22,73
28	Centrafrique	22,51
29	Syrie	21,19
30	Pakistan	20,95
	Total des 30 premiers	1823,4
	Part des 30 premiers dans l'aide bilatérale hors annulations de dette	60,5%